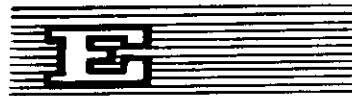




**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr.: GÉNÉRALE

E/CN.14/733

ECA/INR/PLP/3

ECA/INR/COUNCIL/4

E/CN.14/INR/225

26 décembre 1979

Original: ANGLAIS

FRANÇAIS

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Première réunion du Comité  
préparatoire technique plénier

Addis-Abéba, 3-8 avril 1980

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Quinzième session de la Commission/  
Sixième réunion de la Conférence des  
Ministres

Addis-Abéba, 9-12 avril 1980

**Rapport de la réunion de plénipotentiaires  
en vue de la création du centre régional  
africain de conception et de fabrication  
techniques et réunion inaugurale du  
Conseil du Centre**

Cotonou (Bénin) 4-7 avril 1979

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
PREMIERE PARTIE - REUNION DES PLENIPOTENTIAIRES.....	1
Ouverture et durée de la réunion.....	1
Participation.....	1
Allocution d'ouverture.....	1
Election du Bureau.....	3
Adoption de l'ordre du jour.....	3
Adoption des Statuts du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques.....	3
Signature des Statuts.....	3
DEUXIEME PARTIE - REUNION INAUGURALE DU CONSEIL DU CENTRE.....	5
Programme de travail et budget du Centre (points a) et b) de l'ordre du jour).....	5
Descriptions de poste, conditions d'emploi et salaires (point 4.C) de l'ordre du jour.....	6
Projet d'accord entre le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et le Gouvernement hôte (point e) de l'ordre du jour).....	7
Contributions des Etats membres pour les quatre derniers mois de 1979 (point d) de l'ordre du jour)....	7
Election du Comité exécutif (point 2 de l'ordre du jour).....	8
Choix du siège du Centre (point 3 de l'ordre du jour)..	8
Date et lieu de la prochaine réunion (point 6 de l'ordre du jour).....	9
Examen et adoption du projet de rapport (point 7 de l'ordre du jour).....	9
Annexe I	
Annexe II	

## PREMIERE PARTIE

### Réunion des Plénipotentiaires

#### Ouverture et durée de la réunion

1. La réunion de Plénipotentiaires en vue de la création du Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles a eu lieu à Cotonou (Bénin) du 4 au 7 avril 1979.

#### Participation

2. Les représentants des Etats membres de la CEA qui suivent ont participé à la réunion : Algérie, Bénin, Burundi, Egypte, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo et Zaïre.

3. Assistaient également à la réunion les représentants de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

#### Allocution d'ouverture

4. Son Excellence, le Colonel B. Ohouens, Ministre de l'industrie et de l'artisanat de la République populaire du Bénin, a ouvert la réunion des Plénipotentiaires. Il a, au nom du Peuple, du Parti et du Gouvernement de la République populaire du Bénin souhaité la bienvenue aux participants à la réunion.

5. Le Ministre a mis l'accent sur l'importance du développement industriel dans le processus du développement et a souligné la nécessité pour les gouvernements africains de faire preuve de volonté politique et de se consulter en vue de la mobilisation de toutes les ressources disponibles. Le Centre fournirait une contribution importante en ce sens.

6. Le Ministre a dégagé les différentes étapes qui ont conduit à la tenue de la réunion des Plénipotentiaires. Il a aussi dégagé les objectifs du Centre qui ont démontré la nécessité de la coopération industrielle entre les pays africains. Dès lors, il faudrait intensifier le dialogue entre pays en développement car cette approche par rapport au Dialogue Nord-Sud était plus indiquée. L'importance que le Bénin attachait au secteur industriel comme moteur du développement dans son plan national l'avait conduit à accueillir cette réunion cruciale.

7. Il a souligné que la souveraineté nationale devait aller de pair avec le développement industriel national. En conclusion, le Ministre a rappelé que "le Centre africain de conception et de fabrication industrielles et le Centre de transfert de technologie constituaient des jalons qui permettraient à l'Afrique de contribuer au développement économique africain."

8. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a remercié le Gouvernement et le Peuple de la République populaire du Bénin d'avoir accueilli la réunion de Plénipotentiaires et réservé un accueil chaleureux aux délégués. Il a souhaité la bienvenue aux participants à cette importante réunion de Plénipotentiaires africains convoquée pour approuver et signer les Statuts du Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles.

9. Après avoir retracé les différentes étapes qui ont précédé la réunion des Plénipotentiaires, le Secrétaire exécutif a rappelé aux participants que la création du Centre en tant qu'instrument de coopération régionale et d'autonomie collective en vue d'une action multinationale coordonnée pour créer des industries de base en Afrique était avant tout un acte de volonté politique collectif. La création du Centre, a-t-il dit devrait être considérée non seulement comme une mesure importante sur la voie du développement intégré du potentiel industriel de la région africaine mais encore comme un acte concret en vue de la création d'industries produisant des biens d'équipement, des machines, des outils, des pièces détachées et la mise en place de moyens techniques essentiels de conception et d'expérimentation de produits avant leur production à grande échelle.

10. En vue de promouvoir une industrialisation autonome et de favoriser l'autonomie collective conformément à l'esprit de la Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique contenue dans la résolution CM/ST.12(XXI) adoptée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA le 25 mai 1973 à Addis-Abéba, le Secrétaire exécutif a mis l'accent sur la nécessité de formuler de nouvelles politiques et stratégies industrielles axées sur la mise au point de techniques locales, la promotion de relations verticales et horizontales à l'intérieur du secteur industriel et entre le secteur industriel et l'agriculture, les mines, les transports et les communications et d'autres secteurs. Pour ce faire, le rôle du Centre serait orienté vers le développement de la connaissance pratique du fonctionnement et des caractéristiques techniques du matériel, de l'outillage, des pièces détachées, l'amélioration et le développement de la capacité technique du personnel autochtone à concevoir des modèles d'outils, de pièces détachées et de produits, l'intégration des différentes branches de l'industrie mécanique, et le passage du stade de la conception technique à celui de la fabrication de produits concrets grâce à la mise au point de prototypes.

11. Enfin, le Secrétaire exécutif a invité les Plénipotentiaires à prendre une décision au sujet du lieu d'implantation du Centre en fonction non pas de considérations politiques mais des responsabilités matérielles et financières considérables que le pays hôte aurait à assumer. Il était essentiel que le Centre soit situé dans un pays où il bénéficierait de l'assistance financière et matérielle totale du gouvernement.

12. Le Secrétaire exécutif adjoint de l'OUA (CRST), M. A.H. Abdel-Razik, parlant au nom du Secrétaire administratif général de l'OUA, a défini la libération du continent africain comme étant avant tout une libération technologique. Il a mis l'accent sur

- le fait que le continent africain était inondé de machines, d'outillages et d'articles d'origine extérieure et que la libération technologique passait obligatoirement par l'adoption d'une technologie mise au point en Afrique, pour l'Afrique et par des Africains. Enfin, a-t-il dit, la création du Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles constituait une des pierres angulaires d'une indépendance réelle de l'Afrique.

#### Election du Bureau

13. La réunion a élu à l'unanimité son Excellence le Colonel B. Ohouens, Ministre de l'industrie et de l'artisanat de la République populaire du Bénin, Président, M. Meli Abdelnadjid (Algérie), Vice-Président et M. Sinarinzi Michel (Burundi), Rapporteur.

#### Adoption de l'ordre du jour

14. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant à l'unanimité :

1. Ouverture de la réunion et élection du Bureau
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
3. Adoption des Statuts du Centre déjà approuvés par la cinquième réunion du Comité chargé de suivre les progrès de l'industrialisation en Afrique
4. Signature des Statuts
5. Création du Conseil du Centre
6. Autres questions
7. Adoption du rapport.

#### Adoption des Statuts du Centre régional africain de conception et de fabrication industrielles

15. Les Statuts du Centre qui avaient été approuvés par la réunion des experts intergouvernementaux tenue à Addis-Abéba du 31 octobre au 2 novembre 1978 et par la cinquième réunion du Comité chargé de suivre les progrès de l'industrialisation en Afrique, tenue à Addis-Abéba du 8 au 10 novembre 1978, ont été approuvés à l'unanimité par les plénipotentiaires.

#### Signature des Statuts

16. Suite à l'adoption des Statuts du Centre, le Président a invité les représentants des pays à les signer au nom de leur gouvernement. Les plénipotentiaires des pays africains suivants ont signé lesdits Statuts : Algérie, Bénin, Burundi, Egypte, Ghana, Kenya, Libéria, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo et Zaïre, chaque plénipotentiaire signant successivement les textes anglais, français et arabe.

17. Le délégué de la Haute Volta a informé la réunion que bien que son pays appuyât la création du Centre, il n'avait toutefois pas reçu instruction de son Gouvernement de signer les Statuts.

18. Il a été décidé que les Statuts resteraient ouverts à la signature à Cotonou jusqu'au 7 avril 1979 et, après cette date, au Cabinet du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abéba.

19. Une fois sa tâche terminée, la réunion des plénipotentiaires s'est constituée en Conseil du Centre avec la participation des Etats membres visés au paragraphe 17 ci-dessus qui avaient signé les statuts du Centre. La Haute-Volta a participé aux travaux en qualité d'observateur.

## DEUXIEME PARTIE

### Réunion inaugurale du Conseil du Centre

20. Dans son allocution d'ouverture, Son Excellence le Colonel B. Ohouens a énuméré les responsabilités que le Conseil en tant que principal organe directeur devait assumer en vue de l'élaboration des principes directeurs et des directives générales à suivre pour atteindre les objectifs du Centre. Il a brièvement évoqué les engagements fondamentaux que le pays hôte devait prendre pour que l'établissement du Centre soit couronné de succès. Il a conclu son intervention en demandant notamment aux délégués de n'épargner aucun effort pour que les intérêts régionaux prévalent sur les intérêts particuliers.

21. Le Secrétaire exécutif a remercié les Plénipotentiaires des pays qui ont signé les Statuts du Centre et a formulé le vœu que les autres pays en feraient autant à court terme. Il a mis l'accent sur les principales responsabilités du Conseil et les fonctions du Comité exécutif du Centre. En ce qui concerne le choix du lieu de l'implantation du Centre, il a attiré l'attention des délégués sur les responsabilités financières et autres engagements que le pays hôte devrait être prêt à assumer. En conséquence, il conviendrait de choisir le lieu d'implantation du Centre en faisant abstraction de considérations politiques.

22. Le Secrétaire exécutif a informé le Conseil que le programme de travail envisagé et le budget correspondant pour 1979-1981 tenaient compte des recommandations formulées par la Réunion spéciale d'experts intergouvernementaux au sujet du Centre ainsi que de celles de la cinquième réunion du Comité chargé de suivre les progrès de l'industrialisation. Le coût estimatif de la création du Centre pendant les deux premières années s'élevait à 14,63 millions de dollars des Etats-Unis. Le Secrétaire exécutif a souligné qu'il était nécessaire que les gouvernements africains prennent à leur charge le plus gros du coût des activités financières du Centre et il a demandé instamment qu'il soit pris rapidement une décision sur les contributions au budget de fonctionnement du Centre pour permettre à ce dernier de démarrer à bref délai.

### Programme de travail et budget du Centre (points a) et b) de l'ordre du jour)

23. Les débats sur le programme de travail, le recrutement du personnel et les contributions des Etats membres au budget ont abouti aux conclusions suivantes :

- a) Les Etats membres devraient payer le tiers du montant du budget pour 1979 de manière que le personnel administratif du Centre puisse être recruté et prendre leurs fonctions pendant les quatre derniers mois de 1979. Il a été décidé en outre que chaque Etat membre devrait s'efforcer de verser sa contribution pour 1979 le 15 septembre 1979. Si à titre exceptionnel, un Etat membre ne pouvait pas verser sa contribution en 1979 il devrait la régler, en même temps que sa contribution pour 1980 tout au début de l'année 1980.

- b) Les exercices financiers des Etats membres ne coïncidant pas, l'exercice financier du Centre devrait correspondre à l'année civile (janvier - décembre).
- c) Le secrétariat de la CEA devrait étudier la question du paiement des services assurés par le centre aux Etats membres et soumettre des propositions au Conseil à sa prochaine réunion par l'intermédiaire du Comité exécutif. Ces propositions devraient viser, notamment, à ce que les Etats membres du centre soient favorisés par rapport aux Etats africains non-membres. Elles devraient également tenir compte de la situation particulière des pays africains en développement les moins avancés.

24. Le budget et le programme de travail du Centre pour avril 1979 à mars 1980 ont été approuvés.

Descriptions de poste, conditions d'emploi et salaires (point 4.C) de l'ordre du jour

25. Après avoir examiné en détail le document ECA/INR/EXB/4 où figurent les descriptions de postes et les conditions d'emploi du Directeur exécutif et des directeurs des trois départements techniques et où sont indiqués leurs traitements, la réunion a apporté les amendements suivants à la description du poste de Directeur exécutif :

- i) Le titre de la rubrique 4 "Responsabilités générales" sera supprimé et la rubrique 5 deviendra la rubrique 4.
- ii) A l'alinéa b) de la nouvelle rubrique 4, intitulée "Qualifications" il conviendra de lire "être un ingénieur de très haut niveau possédant des diplômes universitaires de mécanique et ainsi que des connaissances et une expérience étendues dans le domaine de la conception et de la fabrication industrielles, de la mise au point et de la fabrication des machines".
- iii) A la ligne 2 alinéa c), supprimer le mot "compétent".
- iv) Ajouter un nouvel alinéa f) ainsi conçu : "Par expérience on entend un minimum de dix ans d'expérience dans les domaines pertinents".
- v) L'ancien alinéa f) deviendra l'alinéa g) et sera ainsi conçu : "avoir une très bonne connaissance de l'anglais ou du français; pouvoir travailler dans les deux langues serait un atout".
- vi) Le paragraphe 6 sera supprimé et les paragraphes suivants seront rénumérotés.



26. L'examen des descriptions de poste de directeur technique a abouti aux amendements suivants :

- i) La rubrique 5 intitulée "Age" sera remplacée par ce qui suit : "Expérience : au moins sept ans d'expérience dans les domaines pertinents".
- ii) La huitième rubrique sera modifiée de la manière suivante : d'abord trois ans, ce mandat pouvant être renouvelé pour de nouvelles périodes de trois ans."

27. La réunion a adopté la description des postes d'administrateur de niveau élevé ainsi modifiée. Le Secrétaire exécutif a invité instamment les plénipotentiaires, à fournir une assistance en désignant des candidats qualifiés et en communiquant leurs noms au secrétariat de la CEA dès qu'ils seraient rentrés dans leur pays.

Projet d'accord entre le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et le Gouvernement hôte .....(point e) de l'ordre du jour)

28. Un représentant du secrétariat a présenté le document ECA/INR/EXB/6 dans lequel était reproduit le projet d'accord entre le Centre et le pays hôte. Le projet d'accord a été examiné et approuvé avec les modifications suivantes :

- i) Titre VIII Article 14 a) : Insérer après le mot "immunité" le nombre de phrase "pour ces actes"
- ii) Titre XII : remplacer dans la version anglaise le titre actuel : Règlement des différends" par "Modification de l'Accord".

29. Il a été convenu que le Secrétaire exécutif, Président du Comité exécutif signerait l'accord au nom du Centre en temps utile.

Contributions des Etats membres pour les quatre derniers mois de 1979 (point d) de l'ordre du jour)

30. Le Secrétaire exécutif a présenté le document relatif à cette question dans lequel était proposé trois différentes méthodes de calcul des contributions des Etats membres pour les quatre derniers mois de 1979.

- i) La première méthode consistait à prévoir le versement d'un même montant par tous les Etats membres.
- ii) La deuxième méthode consistait à **utiliser la formule mise au point** par l'OUA pour calculer le montant des contributions de ses Etats membres.
- iii) La troisième méthode consistait à combiner le versement de contributions minimales par les Etats membres avec la formule utilisée par l'OUA pour calculer le montant des contributions de ses Etats membres.

31. Après en avoir débattu, le Conseil a décidé d'adopter la formule de l'OUA pour évaluer les contributions des Etats membres, conformément à la deuxième solution proposée.

32. Le Conseil a pris note de la réserve émise par la délégation Egyptienne au sujet de l'emploi de la formule OUA comme méthode de calcul des contribution au budget du Centre. La délégation Egyptienne a exprimé sa préférence pour la première solution, prévoyant le versement d'un même montant par tous les Etats membres.

33. Le Conseil a demandé au secrétariat d'établir une liste des contributions devant être versées par les 15 Etats qui ont adhéré au Centre. Cette liste figure à l'Annexe I au présent rapport.

34. En réponse à une question, le Secrétaire exécutif a expliqué que les pays africains qui deviendraient membres par la suite en 1979 devraient verser leur contribution pour le dernier trimestre de l'année 1979 et que tout montant qui aurait été de ce fait versé en excédent par les Etats membres fondateurs du Centre serait porté au crédit de ces Etats et serait déduit de leur contribution pour l'année suivante.

#### Election du Comité exécutif (point 2 de l'ordre du jour)

35. Conformément à l'article IX des Statuts, les pays suivants ont été élus pour siéger au Comité exécutif : Bénin et Libéria (Afrique de l'Ouest), Soudan (Afrique du Nord), Burundi (Afrique centrale) et Kenya (Afrique de l'Est et Afrique australe). Le Bénin et le Libéria ont été élus pour deux ans, le Kenya et le Soudan pour trois ans et le Burundi pour quatre ans.

36. La réunion inaugurale du Comité exécutif aura lieu au siège du Centre pendant la dernière semaine d'octobre ou la première semaine de novembre 1979.

#### Choix du siège du Centre (point 3 de l'ordre du jour)

37. A la demande du Président, les trois Etats membres qui s'étaient offerts pour abriter le Centre à savoir : le Burundi, le Kenya et le Nigéria se sont retirés pour se consulter en vue d'étudier si deux d'entre eux pouvaient retirer leur candidature de façon qu'un seul candidat demeure en lice.

38. Le Conseil a été par la suite informé que le Kenya était d'accord pour retirer sa candidature en faveur du Burundi. Le représentant du Kenya a souligné que son pays se retirait pour se conformer à l'esprit de l'unité Africaine et permettre une répartition géographique équitable de projets régionaux parrainés par la CEA. Le Conseil a ensuite procédé d'un vote pour départager les deux candidats restant en lice. Le Nigéria l'a emporté à une majorité écrasante des suffrages exprimés et le Conseil a décidé par acclamation que le Centre serait implanté au Nigéria.

Date et lieu de la prochaine réunion (point 6 de l'ordre du jour)

39. Le Conseil a décidé que sa prochaine réunion aurait lieu du 31 octobre au 2 novembre 1979 au siège du Centre à Ibadan (Nigéria) aussitôt après la réunion du Comité exécutif qui devait se tenir du 29 au 30 octobre 1979 pour approuver entre autres la désignation du Directeur exécutif et les contributions pour l'année 1980.

Examen et adoption du projet de rapport (point 7 de l'ordre du jour)

40. Après avoir examiné le rapport, le Conseil l'a adopté sous sa forme modifiée.

Deuxième solution

Barème des contributions au budget (4 mois en 1979)  
calculé sur la base de la formule OUA

	Coefficients de l'OUA	Part de chaque pays (pourcentage)	Montant des contributions en dollars des Etats Unis
Algérie	6.15	16.09	48 270
Bénin	0.54	1.41	4 230
Burundi	0.61	1.60	4 800
Egypte	7.57	19.80	59 400
Ghana	3.24	8.48	25 440
Kenya	2.28	5.96	17 880
Libéria	1.81	4.73	14 190
Niger	0.72	1.88	5 640
Nigéria	7.63	19.96	59 880
Rwanda	0.50	1.31	3 930
Sénégal	0.96	2.51	7 530
Soudan	1.85	4.84	14 520
Tanzanie	1.64	4.29	12 870
Togo	0.58	1.52	4 560
Zaire	2.15	5.62	16 860
	38.23	100.00	300 000

Motion de remerciements au Président, au Gouvernement et au Peuple de la République populaire du Bénin

Le Conseil du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques,

Profondément reconnaissant au Gouvernement de la République populaire du Bénin de la très grande générosité avec laquelle il a fourni les installations nécessaires pour permettre à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique de tenir deux réunions importantes à Cotonou, soit la réunion des Plénipotentiaires du Centre régional africain de conception et de fabrication techniques et la réunion inaugurale du Conseil du Centre,

Conscient que les installations offertes par le Gouvernement hôte de la République populaire du Bénin pour ces deux réunions à Cotonou ont fourni l'occasion d'examiner collectivement les mesures à prendre pour encourager le développement industriel de la région au moyen de la création d'un centre de conception et de fabrication techniques,

Notant avec satisfaction l'allocution stimulante prononcée par le Colonel B. Ohouens, Doyen du Gouvernement Militaire Révolutionnaire et Ministre de l'industrie et de l'artisanat de la République populaire du Bénin et particulièrement la clarté avec laquelle il a dépeint les problèmes industriels complexes devant lesquels la région africaine se trouve placée,

1. Exprime sa gratitude au Grand Camarade de lutte, Son Excellence le Président Mathieu Kérékou, Président du Comité central de la Révolution populaire du Bénin, Chef d'Etat, Chef du Gouvernement militaire révolutionnaire de la République populaire du Bénin ainsi qu'au Gouvernement et au Peuple béninois pour leur chaleureuse hospitalité et pour les installations et autres moyens généreusement mis à la disposition des réunions et de leurs participants,

2. Prie le Secrétaire exécutif de la CEA de transmettre la présente résolution au Gouvernement de la République populaire du Bénin.